

LE TEMPS

L'invité Jeudi 19 juin 2014

Route de la soie (V) Cambodge: vers un avenir durable

Par Dr. Maximilian Martin

Le Dr. Maximilian Martin est le fondateur et directeur général d'Impact Economy, une entreprise globale d'investissement et de stratégie d'impact dont le siège est à Lausanne. Dans une série d'articles, il examine ce qui se passe le long de la nouvelle Route de la soie en Asie

Cette année, les exportations de vêtements ont augmenté de 20% au Cambodge. Pourtant, loin de célébrer ce développement, le pays fait face à une forte contestation due notamment au mécontentement lié aux bas salaires, aux mauvaises conditions de travail et à une application laxiste du droit du travail. Au début du mois de janvier, une grève nationale de deux semaines a été réprimée par la police qui a usé de la force, ouvert le feu et tué au moins quatre personnes. Selon le Ministère du travail, les grèves dans l'industrie ont augmenté de 61 à 90 entre 2012 et 2013. Pour cette année, l'association des fabricants de vêtements du Cambodge a déjà recensé 131 grèves et a récemment remis en question le droit même des ouvriers à faire grève.

Ces dernières années, le gouvernement cambodgien a fait pression pour une politique d'exportation et commerciale robuste et compétitive. L'index de performance logistique publié en mars dernier par la Banque mondiale place le Cambodge au 83ème rang, sur 160 pays ; un bon résultat en comparaison des autres pays producteurs de vêtements comme le Bangladesh (classé 108ème) ou le Myanmar (145ème). La fabrication d'habits est le plus grand marché d'exportation du Cambodge et vise principalement les États-Unis et l'Union Européenne. L'industrie du vêtement et du textile emploie environ 600'000 personnes dans le pays, dont 90% de femmes. Durant les 11 premiers mois de 2013, elle a rapporté plus de 5 milliards de dollars. Les exportations de vêtements représentent actuellement plus de 80% de toutes les marchandises exportées par le pays et représentent environ 10% du PIB.

Le Cambodge est un pays apprécié des acheteurs grâce à ses faibles coûts salariaux et son régime libéral permettant à des investisseurs étrangers d'être propriétaires à 100%. Après que la grève nationale a été levée de force, d'autres manifestations ont été interdites. Les discussions autour d'un salaire minimum sont toujours en cours avec les syndicats: ceux-ci refusent le salaire minimum proposé à 100 dollars par mois. De plus, dans de nombreuses localités du Cambodge, des manifestations ont eu lieu pour demander la libération de 21 syndicalistes et ouvriers.

La situation au Cambodge est loin d'être exceptionnelle. C'est surprenant, mais cela signifie également que nous pouvons et devons chercher des solutions. Comme dans beaucoup d'autre pays exportateurs de vêtements, les grèves sont fréquentes et les autorités font souvent usage de la répression pour que la production continue. Le commerce de l'habillement a atteint en 2011 un chiffre d'affaire de 3 billions de dollars. Il est devenu bien plus compétitif ces dernières années à cause des changements fréquents et imprévisibles de la demande des consommateurs, de la variété du marché de la mode et de la courte durée de vie des produits. Au stade de la manufacture, on

rencontre des problèmes liés aux salaires, aux mauvaises conditions de travail, de sécurité et de santé, ainsi qu'au travail forcé et à la discrimination. Trouver un accord sur le salaire minimum n'est qu'un des éléments de la solution. La véritable alternative pour sortir de l'impasse opposant actuellement les propriétaires et les syndicats consisterait à combiner une plus grande compétitivité à une meilleure performance sociale et environnementale, tout en créant plus de valeur dans le processus de production.

Il y a pourtant une bonne nouvelle: construire cette relation gagnant-gagnant est possible. Mais il faudra faire plus qu'agir uniquement sur les symptômes : il faut une solution systémique. Il y a de grands potentiels de gains inexploités au niveau de la productivité, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux. Pour cela, il faudra faire coopérer tous les acteurs de l'industrie : le gouvernement, les propriétaires d'usines, les marques, les syndicats et les organisations internationales. Par exemple, le projet de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), « [Better Factories Cambodia](#) » (BFC), donne accès aux informations sur la conformité des usines avec 21 exigences juridiques de base, telles que l'absence de discrimination, le salaire minimum ou le droit de former et d'adhérer à des syndicats.

La transparence est la clé du progrès et le BFC a lancé récemment [une base de données en ligne](#) pour présenter les résultats d'une étude portant sur 51 usines. Les résultats sont positifs bien que surprenants, étant donné l'agitation sociale récente dans l'industrie. Il se pourrait qu'ils ne reflètent que la situation des producteurs d'avant-garde. Selon l'étude, le nombre total de violations par mois est tombé de 59 à 34 entre décembre 2013 et février 2014. De plus, 59% des usines n'étaient en violation d'aucune des 21 recommandations, 77% effectuaient fréquemment des exercices d'évacuation et 94% contribuaient à la rente vieillesse de leurs ouvriers. BFC évalue également les syndicats en termes de conformité légale. Les données indiquent qu'aucune des grèves analysées dans l'étude ne répondait aux attentes légales minimales et suggèrent que les propriétaires d'usines autant que les syndicats ont besoin de nouvelles voies de communication. Il manque toutefois un plan de route clair pour opérer cette transformation et mettre en relation une plus grande productivité de ressources avec un agenda ambitieux devant améliorer les conditions de travail et l'emprunte écologique, comme détaillé dans mon rapport, « [Creating Sustainable Apparel Value Chains](#) ». Ce sera donc à tous les acteurs de l'industrie de construire les chemins menant à un avenir durable dans le textile, au Cambodge et au-delà.